



CHAPITRE 66

Loi modifiant le Code des professions
et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 22 décembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 20 du Code des professions (1973, chapitre 43), modifié par l'article 4 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: «Dès son élection, le président du Conseil cesse d'être le représentant de sa corporation et celle-ci lui désigne un remplaçant.» 1973, c. 43, a. 20, mod.

Art. 2

L'article 51 dudit Code, modifié par l'article 4 du chapitre 80 des lois de 1975, est remplacé par les suivants: Id., a. 51, remp.

«**51.** Le Bureau d'une corporation peut ordonner l'examen médical d'une personne qui est membre de cette corporation ou qui demande son inscription au tableau lorsqu'il a des raisons de croire que cette personne présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession. Examen médical.»

«**51a.** L'examen médical requis par le Bureau est effectué par trois médecins; l'un d'eux est désigné par le Bureau, un autre, par la personne visée et le troisième, par les deux premiers. Idem.»

Si la personne visée refuse ou néglige de désigner un médecin ou d'aviser le Bureau du nom de ce médecin dans les vingt jours de la signification de l'ordre de se soumettre à un examen médical, le Bureau le désigne à sa place. Médecin désigné par le Bureau.

Si les deux premiers médecins refusent ou négligent d'en désigner un troisième ou d'aviser le Bureau du nom de ce médecin Idem.

dans les vingt jours de la nomination du dernier d'entre eux, le Bureau le désigne à leur place.

Délai de
production
du rapport.

Les trois médecins désignés doivent produire au Bureau le rapport de l'examen médical de la personne visée au plus tard quatre-vingt-dix jours après la désignation du dernier d'entre eux, à moins que le Bureau ne leur accorde un délai supplémentaire.

Ordre de
se soumet-
tre à un
examen
médical.

«**51b.** L'ordre de se soumettre à un examen médical est signifié à la personne visée conformément au Code de procédure civile. Cet ordre doit indiquer les motifs de la décision du Bureau ainsi que le nom du médecin désigné par celui-ci et doit enjoindre la personne visée de désigner un médecin conformément à l'article 51a et d'aviser le Bureau du nom de ce médecin.

Refus.

«**51c.** Lorsque la personne visée refuse de se soumettre à l'examen médical ou lorsqu'elle présente, d'après le rapport des trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession, le Bureau peut:

a) si cette personne est membre de la corporation, la radier du tableau ou limiter son droit d'exercer des activités professionnelles;

b) si cette personne n'est pas membre de la corporation, refuser de l'inscrire au tableau ou permettre qu'elle y soit inscrite et limiter son droit d'exercer des activités professionnelles.

Appel.

«**51d.** Une décision prise en vertu de l'article 51c est susceptible d'appel devant le Tribunal des professions, dont la décision est définitive et sans appel. Cet appel doit être interjeté dans les vingt jours de la signification, conformément au Code de procédure civile, de la décision du Bureau à la personne visée.

Avis de
décision
définitive.

«**51e.** Un avis d'une décision définitive de limitation du droit d'exercice ou de radiation rendue en vertu des articles 51c ou 51d, doit être transmis aux membres de la corporation visée, conformément à l'article 174. Lorsqu'une telle décision en est une de limitation permanente du droit d'exercice ou de radiation permanente, elle doit aussi être transmise à l'Office qui en fait publier un avis dans la *Gazette officielle du Québec*.»

Art. 3

1973, c. 43,
a. 53, ab.

L'article 53 dudit Code est abrogé.

Art. 4

Id., a. 68,
mod.

L'article 68 dudit Code, modifié par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion dans la quatrième ligne, après le mot «corporation», des mots «ayant droit de vote».

Art. 5

L'article 70 dudit Code, modifié par l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant: 1973, c. 43, a. 70, mod.

«**70.** Seules peuvent être candidats et voter les personnes qui étaient membres de la corporation 45 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin.» Personnes habiles à voter.

Art. 6

L'article 77 dudit Code, modifié par l'article 16 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant: 1973, c. 43, a. 77, mod.

«Les administrateurs nommés par l'Office en vertu du présent Code ou de la loi constituant une corporation le sont pour le même terme que les administrateurs élus et ils reçoivent la même rémunération, exercent les mêmes fonctions, jouissent des mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que ces derniers. Toutefois, les administrateurs nommés par l'Office sont indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour selon des normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.» Mandat, etc.

Art. 7

Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 83, du suivant: 1973, c. 43, a. 83a, aj.

«**83a.** Malgré toute disposition incompatible, un vote des deux tiers des membres du Bureau est requis pour destituer de leurs fonctions le secrétaire de la corporation, le syndic, un syndic adjoint ou correspondant, un enquêteur assistant le comité d'inspection professionnelle ainsi qu'une personne visée par un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 92.» Destitution du secrétaire, etc.

Art. 8

L'article 84 dudit Code, modifié par l'article 17 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par la suppression, à la fin du paragraphe *e* du premier alinéa, des mots «dans le cadre des règlements». 1973, c. 43, a. 84, mod.

Art. 9

L'article 92 dudit Code, modifié par l'article 20 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 9 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant: Id., a. 92, mod.

«a) établir des règles concernant la conduite de ses affaires, l'administration de ses biens ainsi que la rémunération de ses membres et déterminer les postes au sein de la corporation dont les titulaires ne peuvent être destitués que conformément à l'article 83a;».

Art. 10

1973, c. 43,
a. 153, mod.

L'article 153 dudit Code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Exécution
des amen-
des.

«Une décision du comité de discipline condamnant le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou imposant une amende à celui-ci peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective selon le montant en cause et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour.»

Art. 11

1973, c. 43,
a. 159
mod.

L'article 159 dudit Code, remplacé par l'article 26 du chapitre 65 des lois de 1974 et modifié par l'article 22 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Composi-
tion.

«Au moins deux de ces juges doivent faire partie des six juges formant le tribunal. Le troisième peut être un juge faisant partie d'une liste de cinq juges de la Cour provinciale constituée à cette fin par le juge en chef de cette Cour.»

Art. 12

1973, c. 43,
a. 262,
mod.

L'article 262 dudit Code, modifié par l'article 32 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'insertion dans la deuxième ligne du second alinéa, après le mot «alinéa», de ce qui suit: «ou dans une disposition au même effet d'une loi constituant une corporation professionnelle ou d'une loi modifiant une telle loi constitutive».

Art. 13

1966/67,
c. 77,
a. 10a,
mod.

L'article 10a de la Loi du Barreau (1966/1967, chapitre 77), édicté par l'article 6 du chapitre 44 des lois de 1973 et modifié par l'article 5 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 7, de ce qui suit: «ordinaire du Conseil général prévue au paragraphe 1 de l'article 11» par ce qui suit: «générale annuelle prévue à l'article 101 du Code des professions».

Art. 14

L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 14 ^{1966/67,} des lois de 1972, l'article 8 du chapitre 44 des lois de 1973 et l'article ^{c. 77, a. 13,} 6 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié: ^{mod.}

- a) par la suppression du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1;
- b) par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, des mots «d'éthique professionnelle» par les mots «de déontologie».

Art. 15

L'article 29 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans ^{Id., a. 29,} les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots «au ^{mod.} cours des sept premiers jours de mai» par ce qui suit: «entre le 20 avril et le 10 mai».

Art. 16

L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 44 ^{Id., a. 34,} des lois de 1973 et l'article 8 du chapitre 81 des lois de 1975, est de ^{mod.} nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots «dans les sept premiers jours de mai» par ce qui suit: «entre le 20 avril et le 10 mai».

Art. 17

L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 14 ^{Id., a. 40,} des lois de 1972, est de nouveau modifié par la suppression du ^{mod.} sous-paragraphe *e* du paragraphe 2.

Art. 18

L'article 52 de ladite loi, remplacé par l'article 23 du chapitre ^{Id., a. 52,} 44 des lois de 1973, est modifié par l'addition à la fin du paragraphe ^{mod.} *c*, après le mot «provinciale», de ce qui suit: «ou, selon le choix du candidat, l'examen prévu au paragraphe *e* de l'article 45».

Art. 19

L'article 90o de ladite loi, édicté par l'article 36 du chapitre 44 ^{Id., a. 90o,} des lois de 1973 et modifié par l'article 28 du chapitre 81 des lois de ^{remp.} 1975, est remplacé par le suivant:

Décision
sur capa-
cité
physique,
etc.

«**90o.** Le comité d'inspection professionnelle décide de la capacité physique ou psychique de cette personne; ce comité reçoit les rapports écrits assermentés des médecins, lesquels doivent être produits par ceux-ci au plus tard quatre-vingt-dix jours après la désignation du troisième médecin, à moins que le comité n'accorde un délai supplémentaire. S'il le juge à propos, le comité entend ces médecins ainsi que tous autres témoins.»

Art. 20

1966/67,
c. 77,
a. 90q,
rempl.

L'article 90q de ladite loi, édicté par l'article 36 du chapitre 44 des lois de 1973 et modifié par l'article 30 du chapitre 81 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

Ordre de
radiation,
etc., du
tableau.

«**90q.** Lorsque la personne présente, d'après le rapport des trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de la profession, le comité d'inspection professionnelle peut:

a) si cette personne est membre du Barreau, la radier du tableau ou limiter son droit d'exercer des activités professionnelles;

b) si cette personne n'est pas membre du Barreau, refuser de l'inscrire au tableau ou permettre qu'elle y soit inscrite et limiter son droit d'exercer des activités professionnelles.»

Art. 21

1966/67,
c. 77,
a. 111,
mod.

L'article 111 de ladite loi, remplacé par l'article 58 du chapitre 44 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Homolo-
gation d'im-
position
d'amende.

«3. Une décision du Comité de discipline condamnant le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou imposant une amende à celui-ci peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective selon le montant en cause et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour.»

Art. 22

1966/67,
c. 77,
a. 143,
mod.

L'article 143 de ladite loi, remplacé par l'article 76 du chapitre 44 des lois de 1973, est modifié:

a) par l'addition à la fin du paragraphe 1, après le mot «Barreau», de ce qui suit: «ou par une section, sur résolution de son conseil, pour des infractions commises à l'intérieur de ses limites territoriales»;

b) par l'insertion dans la dernière ligne du paragraphe 2, après le mot «Barreau», des mots «ou une section».

Art. 23

L'article 100 de la Loi du notariat (1968, chapitre 70), modifié ^{1968, c. 70, a. 100, mod.} par l'article 94 du chapitre 14 des lois de 1972, par l'article 47 du chapitre 45 des lois de 1973, par l'article 64 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 59 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 12° par le suivant:

«12° maintenir au moyen d'un registre central un service de renseignements relatifs aux testaments et codicilles ou à leurs révocations reçus en minute par les notaires ou déposés chez eux par des testateurs et déterminer les formalités et les modalités de ce service;».

Art. 24

L'article 138 de ladite loi, modifié par l'article 79 du chapitre ^{Id., a. 138, mod.} 45 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition à la fin, après le mot «notaires», des mots «ou déposés chez eux par des testateurs».

Art. 25

L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 81 du chapitre ^{Id., a. 141, remp.} 45 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

«**141.** Le fait pour l'Ordre de donner des renseignements relatifs aux testaments, codicilles ou révocations de testament reçus en minute par les notaires ou déposés chez eux par des testateurs, n'engage pas la responsabilité de l'Ordre en cas d'erreur ou d'omission.» ^{Renseignements relatifs aux testaments, etc.}

Art. 26

L'article 141a de ladite loi, édicté par l'article 62 du chapitre 81 ^{1968, c. 70, a. 141a, mod.} des lois de 1975, est modifié:

a) par l'insertion dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot «minute», des mots «ou pour dépôt»;

b) par l'insertion dans la première ligne du troisième alinéa, après le mot «minute», des mots «ou pour dépôt».

Art. 27

La Loi médicale (1973, chapitre 46) est modifiée par l'insertion, après l'article 19, des suivants: ^{1973, c. 46, aa. 19a, 19b, aj.}

Règles
du Bureau
sur l'acu-
puncture.

«**19a.** En outre des devoirs prévus aux articles 85 à 91 du Code des professions, le Bureau doit, par règlement, déterminer des règles relatives:

a) à la formation des personnes autres que des médecins qui désirent exercer l'acupuncture;

b) à l'exercice de l'acupuncture par ces personnes;

c) aux conditions et modalités de l'inscription annuelle de chacune de ces personnes à un registre tenu par le secrétaire de l'Ordre, à la suspension de cette inscription, à son annulation ou au refus de son renouvellement;

d) à l'application des pouvoirs du comité d'inspection professionnelle et des pouvoirs d'enquête du syndic à l'égard de ces personnes;

e) aux matières sur lesquelles doit avoir porté l'enseignement reçu par les personnes mentionnées à l'article 19b;

f) à la formation des médecins qui désirent exercer l'acupuncture.

Consulta-
tion de
l'Office.

Le Bureau doit, avant d'adopter un règlement en vertu du présent article, consulter l'Office des professions du Québec et les organismes représentatifs des personnes concernées, identifiés de concert avec l'Office.

Appel
au Tri-
bunal.

Une décision prise par le Bureau de suspendre une inscription au registre prévu au paragraphe *c* du premier alinéa, de l'annuler ou d'en refuser le renouvellement est susceptible d'appel devant le Tribunal des professions dont la décision est définitive et sans appel. Cet appel doit être interjeté dans les vingt jours de la signification, conformément au Code de procédure civile, de la décision du Bureau à la personne intéressée.

Inscription
au registre.

«**19b.** Malgré les paragraphes *a* et *c* du premier alinéa de l'article 19a, le Bureau doit inscrire au registre prévu à cet article toute personne qui:

a) en fait la demande écrite à l'Ordre ou à l'Office des professions du Québec avant le 1^{er} juin 1978;

b) a exercé l'acupuncture au Québec avant l'entrée en vigueur du présent article;

c) est diplômée d'une école d'acupuncture où elle a reçu un enseignement théorique et clinique d'au moins 1,000 heures dans les matières définies par règlement; et

d) subit avec succès les examens déterminés et contrôlés par un comité d'examineurs composé de trois personnes dont deux sont nommées par le Bureau et l'autre par l'Office des professions du Québec.

Les personnes qui subissent un échec aux examens prévus au paragraphe *d* du premier alinéa doivent avoir la possibilité de se présenter, dans les six mois qui suivent cet échec, à une nouvelle session d'examens déterminés et contrôlés par un comité d'examineurs composé conformément à ce paragraphe.» Nouvelle session d'examens.

Art. 28

L'article 20 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le chiffre «19», de ce qui suit: «ou conformément à l'article 19a»; 1973, c. 46, a. 20, mod.

b) par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Les pouvoirs conférés à l'Office par les paragraphes *q* et *r* du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions s'appliquent à un règlement adopté en vertu de l'article 19a ou du présent article.» Pouvoirs de l'Office.

Art. 29

L'article 41 de ladite loi, modifié par l'article 76 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du second alinéa, du paragraphe suivant: 1973, c. 46, a. 41, mod.

«e) par les personnes exerçant l'acupuncture conformément aux règlements édictés en vertu des articles 19a ou 20.»

Art. 30

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 41, du suivant: Id., a. 41a, aj.

«41a. Nul ne peut de quelque façon prétendre être acupuncteur ni utiliser un titre pouvant laisser croire qu'il l'est, à moins qu'il ne soit inscrit au registre prévu au paragraphe *c* du premier alinéa de l'article 19a ou, s'il s'agit d'un médecin, qu'il ne se soit conformé aux règlements édictés en vertu du paragraphe *f* du premier alinéa de l'article 19a.» Acupuncteur.

Art. 31

L'article 42 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots et chiffre «à l'article 41» par les mots et chiffres «aux articles 41 et 41a». 1973, c. 46, a. 42, mod.

Art. 32

1973, c. 50,
a. 16, mod. L'article 16 de la Loi sur la denturologie (1973, chapitre 50) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Normes
de fabri-
cation. «Aucune disposition législative ne peut toutefois être interprétée de façon à empêcher le Bureau de déterminer des normes relatives à la fabrication de prothèses dentaires par un denturologiste dans un règlement adopté conformément au Code des professions.»

Art. 33

1973, c. 51,
a. 43, mod. L'article 43 de la Loi sur la pharmacie (1973, chapitre 51) est modifié par la suppression, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes du second alinéa, de ce qui suit: «à l'élection des membres du Bureau, au droit de vote aux assemblées de l'Ordre et».

Art. 34

1973, c. 61,
a. 16, mod. L'article 16 de la Loi des arpenteurs-géomètres (1973, chapitre 61) est modifié par la suppression du second alinéa.

Art. 35

Examen
médical
après le 1^{er}
mars. Les articles 2, 3, 19 et 20 ne s'appliquent qu'à un examen médical requis après le 1^{er} mars 1978.

Election
après le
1^{er} mars. L'article 5 ne s'applique qu'à une élection dont la date de clôture du scrutin est postérieure au 1^{er} mars 1978.

Art. 36

Entrée en
vigueur. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 23 à 26 qui entreront en vigueur le 1^{er} mars 1978.



CHAPTER 66

An Act to amend the Professional Code and other legislation

[Assented to 22 December 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 20 of the Professional Code (1973, chapter 43), ^{1973, c. 43, s. 20, am.} amended by section 4 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the second paragraph the following: "Upon his election, the chairman of the Council ceases to be the representative of his corporation, which shall designate a substitute for him."

2. Section 51 of the said Code, amended by section 4 of chapter 80 of the statutes of 1975, is replaced by the following sections: ^{Id., s. 51, replaced.}

"51. The Bureau of a corporation may order the medical examination of a person who is a member of such corporation or who applies for entry on the roll where it has reason to believe his physical or mental condition is incompatible with the practice of his profession. ^{Medical examination.}

"51a. The physical examination required by the Bureau shall be carried out by three physicians; one of these shall be designated by the Bureau, another, by the person contemplated and the third, by the first two. ^{Examiners.}

If the person contemplated refuses or neglects to designate a physician or to inform the Bureau of the name of such physician within twenty days from the service of the order to submit to a medical examination, the Bureau instead of that person shall designate such physician. ^{Idem.}

If the first two physicians refuse or neglect to designate a third physician or to inform the Bureau of his name within twenty days from the appointment of the second of them, the Bureau instead of the first two physicians shall designate him. ^{Idem.}

Delay for
report.

The three designated physicians must file with the Bureau the report of the medical examination of the person contemplated not later than ninety days after the designation of the last of them, unless the Bureau grants them an additional delay.

Order to
submit.

"51b. The order to submit to a medical examination is served on the person contemplated in accordance with the Code of Civil Procedure. Such order must state the reasons for the decision of the Bureau and the name of the physician designated by the Bureau, and must require the person contemplated to designate a physician in accordance with section 51a and to inform the Bureau of the name of such physician.

Refusal,
or negative
report.

"51c. Where the person contemplated refuses to submit to the medical examination or where, according to the report of the three physicians, his physical or mental condition is incompatible with the practice of his profession, the Bureau may,

(a) if such person is a member of the corporation, strike him off the roll or restrict his right to engage in professional activities;

(b) if such person is not a member of the corporation, refuse to enter him on the roll, or allow his entry on the roll and restrict his right to engage in professional activities.

Appeal.

"51d. A decision taken under section 51c is subject to appeal before the Professions Tribunal, whose decision is final and without appeal. Such appeal must be lodged within twenty days of the service, on the person contemplated, in accordance with the Code of Civil Procedure, of the Bureau's decision.

Notice to
members.

"51e. Notice of a final decision rendered under section 51c or 51d restricting the right to practice or imposing striking off the roll must be sent to the members of the corporation concerned, in accordance with section 174. Where such decision imposes a permanent restriction on the right to practise or permanent striking off the roll, it must also be sent to the Office, which shall cause a notice of it to be published in the *Gazette officielle du Québec*."

1973, c. 43,
s. 53,
repealed.
Id., s. 68,
am.

3. Section 53 of the said Code is repealed.

4. Section 68 of the said Code, amended by section 12 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by inserting after the word "corporation" in the fourth line the words "entitled to vote".

Id., s. 70,
am.

5. Section 70 of the said Code, amended by section 13 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

"70. Only the persons who were members of the corporation Eligibility.
45 days before the date fixed for the closing of the poll may be
candidates and vote."

6. Section 77 of the said Code, amended by section 16 of 1973, c. 43,
chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing s. 77, am.
the fourth paragraph by the following:

"The directors appointed by the Office by virtue of this Code Term,
or of the incorporating act of a corporation shall be appointed for remuner-
the same term as the elected directors and shall receive the same ation,
remuneration, perform the same duties, have the same powers and powers.
be subject to the same obligations as the latter. However, the
directors appointed by the Office shall be compensated for travel
and living expenses according to standards determined by regula-
tion of the Lieutenant-Governor in Council."

7. The said Code is amended by inserting after section 83 the 1973, c. 43,
following: s. 83a,
added.

"83a. Notwithstanding any inconsistent provision, the vote Two-thirds
of two-thirds of the members of the Bureau is required to dismiss vote to
from office the secretary of the corporation, the syndic, an assis- dismiss.
tant or corresponding syndic, an investigator assisting the profes-
sional inspection committee and a person contemplated by a regu-
lation adopted under paragraph *a* of section 92."

8. Section 84 of the said Code, amended by section 17 of 1973, c. 43,
chapter 65 of the statutes of 1974 and by section 7 of chapter 80 of s. 84, am.
the statutes of 1975, is again amended by striking out the words
"within the scope of the regulations" at the end of subparagraph *e*
of the first paragraph.

9. Section 92 of the said Code, amended by section 20 of Id., s. 92,
chapter 65 of the statutes of 1974 and by section 9 of chapter 80 of am.
the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *a* by
the following:

"(a) establish rules for the carrying on of its business, the
administration of its property and the remuneration of its mem-
bers, and determine the offices within the corporation whose hol-
ders shall not be dismissed except in accordance with section
83a;".

10. Section 153 of the said Code is amended by replacing the Id., s. 153,
third paragraph by the following: am.

"A decision of the committee on discipline condemning the Homolo-
complainant or the respondent to costs or imposing a fine on the gation of
respondent may, in default of voluntary payment, be homologated decision on
fine.

by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions, having regard to the amount involved, and such decision shall become executory as a judgment of that Court."

1973, c. 43,
s. 159, am.

11. Section 159 of the said Code, replaced by section 26 of chapter 65 of the statutes of 1974 and amended by section 22 of chapter 80 of the statutes of 1975, is again amended by inserting after the first paragraph the following:

Judges
selected.

"At least two of such judges must form part of the six judges forming the court. The third may be a judge forming part of a list of five judges of the Provincial Court established for such purpose by the chief judge of that Court."

1973, c. 43,
s. 262, am.

12. Section 262 of the said Code, amended by section 32 of chapter 80 of the statutes of 1975, is again amended by inserting in the second line of the second paragraph, after the word "paragraph", the following: "or in a provision to the same effect of an act incorporating a professional corporation or an act amending such incorporating act".

1966/67,
c. 77,
s. 10a, am.

13. Section 10a of the Bar Act (1966/1967, chapter 77), enacted by section 6 of chapter 44 of the statutes of 1973 and amended by section 5 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words "regular meeting of the General Council provided for in subsection 1 of section 11" in the third, fourth and fifth lines of subsection 7 by the following: "annual general meeting provided for in section 101 of the Professional Code".

Id., s. 13,
am.

14. Section 13 of the said act, amended by section 92 of chapter 14 of the statutes of 1972, by section 8 of chapter 44 of the statutes of 1973 and by section 6 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by striking out paragraph *e* of subsection 1;

(b) by replacing the words "professional ethics" in the fourth line of paragraph *a* of subsection 3 by the words "deontology".

Id., s. 29,
am.

15. Section 29 of the said act is amended by replacing the words "within the first seven days of May" in the second and third lines of subsection 1 by the following: "between 20 April and 10 May".

Id., s. 34,
am.

16. Section 34 of the said act, amended by section 20 of chapter 44 of the statutes of 1973 and by section 8 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words "within the first seven days of May" in the second and third lines of subsection 1 by the following: "between 20 April and 10 May".

17. Section 40 of the said act, amended by section 92 of chapter 14 of the statutes of 1972, is again amended by striking out paragraph *e* of subsection 2. 1966/67, c. 77, s. 40, am.

18. Section 52 of the said act, replaced by section 23 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended by adding after the word “jurisdiction” at the end of paragraph *c*, the following: “or, at the option of the candidate, the examination contemplated in paragraph *e* of section 45”. Id., s. 52, am.

19. Section 90*o* of the said act, enacted by section 36 of chapter 44 of the statutes of 1973 and amended by section 28 of chapter 81 of the statutes of 1975, is replaced by the following: Id., s. 90*o*, replaced.

“90*o*. The professional inspection committee shall decide on the physical or mental condition of such person; such committee shall receive the written and sworn reports of the physicians, which reports must be filed by them not later than ninety days after the designation of the third physician, unless the committee grants an additional delay. If it considers it expedient, the committee shall hear such physicians as well as any other witnesses.” Decides physical or mental condition.

20. Section 90*q* of the said act, enacted by section 36 of chapter 44 of the statutes of 1973 and amended by section 30 of chapter 81 of the statutes of 1975, is replaced by the following: 1966/67, c. 77, s. 90*q*, replaced.

“90*q*. Where, according to the report of the three physicians, the person’s physical or mental condition is incompatible with the practice of the profession, the professional inspection committee may, Negative report.

(*a*) if such person is a member of the Bar, disbar him or restrict his right to engage in professional activities;

(*b*) if such person is not a member of the Bar, refuse to enter him on the roll, or allow his entry thereon and restrict his right to engage in professional activities.”

21. Section 111 of the said act, replaced by section 58 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended by replacing subsection 3 by the following: 1966/67, c. 77, s. 111, am.

“(3) A decision of the Committee on Discipline condemning the complainant or the respondent to costs or imposing a fine on the respondent may, in default of voluntary payment, be homologated by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions, having regard to the amount involved, and such decision shall become executory as a judgment of that Court.” Homologation of decision on fine.

1966/67,
c. 77,
s. 143, am.

22. Section 143 of the said act, replaced by section 76 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by adding after the word "Bar" at the end of subsection 1 the following: ", or by a section, on a resolution of its council, for offences committed within its territorial limits";

(b) by adding after the word "Bar" in the last line of subsection 2 the words "or a section".

1968, c. 70,
s. 100, am.

23. Section 100 of the Notarial Act (1968, chapter 70), amended by section 94 of chapter 14 of the statutes of 1972, by section 47 of chapter 45 of the statutes of 1973, by section 64 of chapter 65 of the statutes of 1974 and by section 59 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph 12 by the following:

"(12) maintain, by means of a central register, an information service respecting wills and codicils and revocations thereof executed *en minute* by notaries or deposited with them by testators and determine the formalities and conditions of such service;"

Id., s. 138,
am.

24. Section 138 of the said act, amended by section 79 of chapter 45 of the statutes of 1973, is again amended by adding at the end after the word "notaries" the words "or deposited with them by testators".

Id., s. 141,
replaced.

25. Section 141 of the said act, amended by section 81 of chapter 45 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

No liability
for
mistakes,
omissions.

"**141.** The giving by the Order of information respecting wills, codicils or revocations of wills executed *en minute* by notaries or deposited with them by testators, shall not engage the responsibility of the Order for mistakes or omissions."

1968, c. 70,
s. 141a,
am.

26. Section 141a of the said act, enacted by section 62 of chapter 81 of the statutes of 1975, is amended:

(a) by inserting after the expression "*en minute*" in the fifth line of the first paragraph the words "or received for deposit";

(b) by inserting after the expression "*en minute*" in the second line of the third paragraph the words "or received such an act for deposit".

1973, c. 46,
ss. 19a,
19b, added.

27. The Medical Act (1973, chapter 46) is amended by inserting after section 19 the following sections:

Rules on
acupuncture.

"**19a.** In addition to the obligations imposed in sections 85 to 91 of the Professional Code, the Bureau shall, by regulation, make rules respecting:

(a) the training of persons other than physicians who wish to practise acupuncture;

(b) the practice of acupuncture by such persons;

(c) the terms and conditions of annual registration of each of such persons in a register kept by the secretary of the Order, and the suspension or cancellation of or the refusal to renew such registration;

(d) the application of the powers of the professional inspection committee and the syndic's powers of investigation in respect of such persons;

(e) the subjects in which the persons mentioned in section 19b are required to have received instruction;

(f) the training of physicians who wish to practise acupuncture.

The Bureau, before adopting a regulation under this section, shall consult the Office des professions du Québec and the bodies representing the persons concerned identified in agreement with the Office. Consultation.

A decision taken by the Bureau to suspend an entry in the register provided for in subparagraph *c* of the first paragraph, or to cancel or refuse to renew it is subject to appeal before the Professions Tribunal, whose decision is final and without appeal. Appeal. Such appeal must be lodged within twenty days from the service upon the person concerned, in accordance with the Code of Civil Procedure, of the Bureau's decision.

"19b. Notwithstanding subparagraphs *a* and *c* of the first paragraph of section 19a, the Bureau must enter in the register provided for in that section every person who Previously practising acupuncturists.

(a) applies therefor in writing to the Order or to the Office des professions du Québec before 1 June 1978;

(b) practised acupuncture in Québec before the coming into force of this section;

(c) is a graduate of a school of acupuncture where he received at least 1,000 hours' theoretical and clinical instruction in the subjects prescribed by regulation; and

(d) passes the examinations determined and controlled by a committee of examiners composed of three persons, two of whom are appointed by the Bureau and the other by the Office des professions du Québec.

Persons who fail the examinations provided for in paragraph *d* of the first paragraph must have the opportunity to present themselves, within six months following failure, for a new session of New examination session.

examinations determined and controlled by a committee of examiners composed in accordance with such paragraph."

1973, c. 46,
s. 20, am.

28. Section 20 of the said act is amended:

(a) by inserting after the figure "19" in the fourth line of the first paragraph, the following: "or in accordance with section 19a";

(b) by inserting after the first paragraph the following:

Powers of
Office.

"The powers granted to the Office by paragraphs *q* and *r* of the third paragraph of section 12 of the Professional Code apply to a regulation adopted under section 19a or this section."

1973, c. 46,
s. 41, am.

29. Section 41 of the said act, amended by section 76 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the second paragraph, the following:

"(e) by persons practising acupuncture in accordance with the regulations enacted under section 19a or 20."

Id., s. 41a,
added.

30. The said act is amended by inserting after section 41 the following:

"acupunc-
tor".

"41a. No person may in any manner claim to be an acupuncturor or use a title leading to the belief that he is an acupuncturor, unless he is entered in the register provided for in paragraph *c* of the first paragraph of section 19a or, in the case of a physician, that he has complied with the regulations enacted under paragraph *f* of the first paragraph of section 19a."

1973, c. 46,
s. 42, am.

31. Section 42 of the said act is amended by replacing the word and figure "section 41" in the second line by the words and figures "sections 41 and 41a".

1973, c. 50,
s. 16, am.

32. Section 16 of the Denturologists Act (1973, chapter 50) is amended by adding at the end the following paragraph:

Manufac-
turing
standards.

"No legislative provision may, however, be so interpreted as to prevent the Bureau from determining standards relating to the manufacture of dental prostheses by a denturologist in a regulation adopted in accordance with the Professional Code."

1973, c. 51,
s. 43, am.

33. Section 43 of the Pharmacy Act (1973, chapter 51) is amended by striking out, in the sixth, seventh and eighth lines of the second paragraph, the following: "the election of members of the Bureau, the right to vote at meetings of the Order and".

1973, c. 61,
s. 16, am.

34. Section 16 of the Land Surveyors Act (1973, chapter 61) is amended by striking out the second paragraph.

35. Sections 2, 3, 19 and 20 apply only to a medical examination required after 1 March 1978. Medical examination.

Section 5 applies only to an election in which the closing date of the poll is after 1 March 1978. Election.

36. This act shall come into force on the day of its sanction, with the exception of sections 23 to 26, which shall come into force on 1 March 1978. Coming into force.